

# *Éditorial*

## OUÛ EN SONT LES NATIONS UNIES ?

C'est au Président Franklin D. Roosevelt, à sa vision et à son autorité, que nous devons l'organisation mondiale la plus ambitieuse des temps modernes, les Nations Unies. Sans lui, ni Churchill, ni Staline, les deux autres vainqueurs de la guerre, n'auraient souscrit au texte d'une Charte qui fondait la coopération, désormais indispensable entre les peuples, sur un ensemble explicite de valeurs universelles : la dignité de la personne humaine, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'égalité de tous sans distinction de sexe, de race, de religion, donc sur la démocratie.

Au cours des soixante années écoulées depuis l'adoption de ce texte, cette charte s'est imposée à chacune des nations nées de l'évolution historique, de la décolonisation des Empires, de l'aspiration de peuples à l'indépendance. La Charte et les grands textes qui ont été adoptés dans son sillage ont servi de fondement à cette évolution, si heurté qu'en ait été le parcours. Là où se sont imposées des dictatures, détruits des États, confrontées des ethnies dans la violence, le recours aux institutions fondatrices des Nations Unies a toujours pu être invoqué, même si les États membres les plus puissants n'ont pas mis à leur disposition les ressources et l'autorité suffisantes.

Ne sous-estimons donc pas l'acquis : ni le rôle joué tous les jours par le Conseil de Sécurité, ni le soutien apporté aux peuples de tous les continents par les institutions spécialisées en charge du développement, ni les programmes financiers, monétaires, alimentaires, humanitaires, environnementaux dont ils sont les bénéficiaires.

Pourtant les progrès qui restent à accomplir sont immenses pour mettre en oeuvre les Quatre Libertés proclamées en 1941 :

liberté de la peur, de la misère, de confession et d'expression, et les droits reconnus à tous en 1948 par la Déclaration universelle, droits civils et politiques, mais aussi droits économiques, sociaux et culturels.

Nous espérons qu'un nouveau souffle se ferait sentir lors du Sommet qui a réuni à New York, du 14 au 17 septembre 2005, plus de 150 chefs d'État ou de gouvernement. Que le Conseil de Sécurité serait rendu plus légitime en le débarrassant d'un droit de veto archaïque et en l'ouvrant aux États les plus responsables du devenir de la planète. Que les risques pesant sur cette planète, du fait de menaces graves et interdépendantes, seraient mieux pris en compte par une organisation adéquate. Que les ressources nécessaires seraient collectées par des taxes appropriées pour lutter efficacement contre la pauvreté, pour garantir la formation des esprits et la santé des corps, partout et pour tous. Ces objectifs figurent dans le texte adopté lors de la Conférence du Millénaire, en l'an 2000, et le Secrétaire général, Kofi Annan, en est le courageux porte-parole.

Frustrée par l'unilatéralisme de l'administration Bush et par le peu de disposition de trop d'États membres à donner des limites à leur souveraineté, l'organisation reste affaiblie, prête à proclamer le souhaitable, mais hors d'état de le faire passer du virtuel au réel. Or, c'est bien à cela que doivent s'atteler, sans délai et sans défaillance, les générations nouvelles. Elles ne trouveront pas de meilleur instrument pour y parvenir que les Nations Unies.

**Stéphane Hessel**

*ancien Ambassadeur de France  
auprès des Nations Unies*